

<http://www.snetap-fsu.fr/Le-boycott-des-instances-de-l-EAP.html>



Le boycott des instances de l'EAP continue

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : vendredi 3 février 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Madame la Directrice Générale,

Vous n'êtes pas sans avoir remarqué que depuis le mois d'octobre et l'annonce de Bruno Le Maire du projet de budget 2012, le SNETAP-[FSU](#) a refusé de siéger dans toutes les instances de concertation.

Je fais remarquer d'ailleurs que nous n'avons par contre pas déserté les groupes de travail sur des questions qu'il nous semble important de faire avancer pour l'[EAP](#), ses usagers ou ses personnels.

Le Ministre, sans se contenter de rester muet face à la manifestation de nos inquiétudes, a en outre fait dans la provocation en opérant de nouveaux « coups de rabots » lors du débat parlementaire, et le budget finalement adopté est le plus catastrophique de toute l'histoire de l'EAP.

Il doit aujourd'hui en mesurer les conséquences :

- Sur les personnels avec les mutations d'office qui se sont multipliées, les licenciements de contractuels et avec les drames humains qui les accompagnent.
- Sur les structures et les établissements qui s'en trouvent fragilisés
- mais aussi sur les contenus enseignés, la qualité des programmes et donc l'avenir des jeunes.

Initié au niveau national, ce refus de participer à des instances dites de concertation a essaimé en [régions](#) : en effet, **le dialogue social à ce niveau est aujourd'hui réduit à néant** : les annonces de fermetures de classes sont faites avant même que les instances ne soient réunies et celles-ci sont devenues de simples chambres d'enregistrement ou toute concertation est impossible. Les seuls dossiers que nous sommes en mesure de faire avancer résultent du conflit, du rapport de force et de la mobilisation des personnels et usagers.

A ce sujet, nous trouvons inadmissible de s'entendre répondre par la chef de [SRFD](#) des Pays de la Loire que la demande d'ouverture d'un [CAPA](#) Paum à Château-Gontier est balayée d'un revers de main au seul motif que le SNETAP a refusé de siéger au CREA. Ce mépris envers l'organisation majoritaire dans l'EAP n'est pas acceptable, il est le reflet d'une volonté de vengeance face à la manifestation du mécontentement des personnels et est un facteur aggravant du niveau de dégradation du dialogue social.

Depuis 1 an 1/2, nous alertons le Ministre sur la lente dégradation du service public d'EA. Nous demandons à pouvoir débattre avec lui des conséquences concrètes des réformes engagées par son prédécesseur mais qu'il a poursuivies avec zèle depuis sa nomination (Conséquences en termes pédagogiques et de contenus enseignés, structurelles, avec de nombreux établissements fragilisés, mais aussi les dégâts provoqués sur les personnels et leurs conditions de vie ou d'exercice de leurs métiers).

Depuis 1 an et 1/2 ces alertes sont restées sans réponse et nos demandes d'audience lettres mortes. Contrairement à ce que Bruno Le Maire nous disait mardi, sa porte n'est pas toujours ouverte, puisqu'il a bien fallu que 300 personnes la forcent pour qu'il daigne l'ouvrir sur un sujet aussi grave que la précarité.

Mais sur l'ensemble des autres questions posées, et notamment sur les conséquences, que nous jugeons désastreuses, de sa politique éducative, **Monsieur le Ministre refuse toujours le dialogue.** Toutes ces raisons ont amené notre conseil national à décider de continuer le boycott de l'ensemble des instances de concertation, tant

Le boycott des instances de l'EAP continue

qu'un minimum de dialogue, et en particulier avec le Ministre, premier responsable de cette politique, ne sera pas rétabli. En conséquence nous ne siégerons pas à ce CTNEA.